



ARRÊTÉ N° 92.E.1865 du 13 SEPT 1992

portant autorisation au Syndicat des Exploitants Agricoles.
Marneurs de la Région de SELLES SUR NAHON d'exploiter
une carrière sur le territoire de la commune de PELLEVOISIN.

Le Préfet de l'Indre,

VU le Code Minier et notamment son article 106 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU la loi du 27 Septembre 1941 modifiée portant règlement des fouilles archéologiques ;

VU la loi n° 80-532 du 15 Juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance ;

VU le décret n° 79-1108 du 20 Décembre 1979 modifié relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;

VU le décret n° 80-330 du 7 Mai 1980 modifié relatif à la Police des Mines et Carrières ;

VU le décret n° 80-331 du 7 Mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives ;

VU la demande en date du 23 Mars 1992, jugée recevable le 29 Mai 1992, présentée par le Syndicat des Exploitants Agricoles Marneurs de la Région de SELLES SUR NAHON en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de marne sur le territoire de la commune de PELLEVOISIN ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction de la demande ;

VU le mémoire établi par le demandeur en réponse aux avis et observations ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 13 Août 1992 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

.../...

A R R E T E

Article 1er - Le Syndicat des Exploitants Agricoles Marneurs de la Région de SELLES SUR NAHON dont le siège social est à la Mairie de SELLES SUR NAHON est autorisé à exploiter une carrière de marne située sur le territoire de la commune de PELLEVOISIN au lieu-dit "Beauchamps" dans la parcelle cadastrée section ZK n° 21b (partie) pour une superficie de 3 ha 50 a (trois hectares cinquante ares).

Article 2 - La durée de l'autorisation est fixée à 10 ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, d'en faire la demande au moins six mois avant la date d'expiration de cette dernière.

Article 3 - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Elle est accordée sous réserve de l'observation des réglementations relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, aux découvertes archéologiques, à la voirie des collectivités locales et au travail.

En particulier :

. L'accès à la carrière et la sortie des véhicules poids lourds se feront à partir de la voie communale adjacente à la carrière. Les aménagements nécessaires seront réalisés dès l'obtention de la présente autorisation.

. Avant décapage du gisement, l'exploitant informera au moins 15 jours à l'avance, par lettre, la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre - Service Régional de l'Archéologie - 6, rue de la Manufacture - 45000 ORLEANS.

Toute intervention d'un agent de ce service sur la carrière, pour surveillance, ne pourra avoir lieu qu'en présence du Directeur Technique d'Exploitation de la carrière ou d'une personne compétente qu'il aura désignée.

Article 4 - Les travaux de réparation et d'entretien des engins d'extraction et de transport ainsi que le stockage d'huiles et de carburants sont interdits.

Tous déversement accidentel de produits susceptibles de polluer les eaux souterraines ou superficielles sera immédiatement repris et évacué.

.../...

Article 5 - L'exploitation est soumise aux dispositions des décrets n° 80-330 du 7 Mai 1980 modifié relatif à la police des mines et carrières et n° 80-331 du 7 Mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ; en particulier :

. L'exploitant portera à la connaissance du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement le nom de la personne physique responsable de la direction technique des travaux ainsi que les informations relatives aux interventions d'entreprises extérieures.

. Il sera procédé à un bornage du périmètre de l'exploitation dès l'obtention de la présente autorisation. Un plan de bornage sera adressé au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et les bornes repérées sur ce plan seront maintenues visibles pendant toute la durée de l'exploitation.

. Il sera procédé sur les lieux de l'exploitation, à l'aide de panneaux, à l'affichage réglementaire comportant les nom et adresse de l'exploitant et les numéro et date de l'arrêté d'autorisation.

. L'exploitant devra, éventuellement par la pose d'une clôture, prendre les mesures nécessaires pour éviter tout dépôt de détritrus, d'ordures ménagères ou de déchets divers à l'intérieur de la fouille.

. L'accès à la zone d'exploitation et à toute autre zone dangereuse sera interdit par une clôture solide et efficace.

Article 6 - L'exploitation sera conduite conformément aux dispositions du dossier de demande d'autorisation en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ; en particulier les conditions suivantes seront rigoureusement respectées :

1° - Au fur et à mesure de l'exploitation :

. Le phasage prévu dans le dossier de demande d'autorisation sera respecté.

. La découverte sera effectuée de façon sélective. Les terres provenant de cette découverte seront conservées séparément pour être utilisées lors du réaménagement de l'excavation et de ses abords.

. La profondeur d'extraction sera limitée à cinq mètres en dessous du niveau initial des terrains.

. Les zones abandonnées de la carrière et non nécessaires à la poursuite de l'exploitation seront remises en état sans attendre en effectuant les travaux suivants :

* rectification des talus en pente douce (30° maximum).

.../...

- * nivelage du fond de fouille.
- * remise en place des terres provenant de la découverte.
- * les parties ainsi reconstituées seront remises en prairie.

2° - Dès l'achèvement de l'exploitation :

. Tous les matériels quels qu'ils soient devront être enlevés de l'emplacement. Il ne devra subsister sur celui-ci aucune épave ni aucun dépôt de matériaux.

. Les abords de la fouille devront être régaliés et nettoyés.

. Les aires de travail ainsi que les aires de circulation provisoires devront avoir été décapées des matériaux stabilisés qui y auraient été régaliés.

. L'excavation sera réaménagée en une dépression régulière raccordée aux terrains avoisinants par des talus en pente douce.

. Les terrains remis en état seront restitués à la culture.

. Le réaménagement sera terminé au plus tard à la date d'échéance de la présente autorisation.

Article 7 - Modification des conditions d'exploitation.

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de réaménagement de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 8 - Abandon des travaux.

En fin d'exploitation, ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux et quatre mois avant la fin de la remise en état, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en faire la déclaration au Préfet.

La déclaration, produite en huit exemplaires, fournit les indications de l'article 1er ci-dessus ainsi que les dates des décisions préfectorales intervenues depuis le début des travaux.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux visés à l'article 6 ci-dessus et les mesures prises pour éviter les dangers.

.../...

Article 9 - Sanctions.

Sans préjudice des sanctions de toute nature prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues aux articles 141 et 142 du Code Minier.

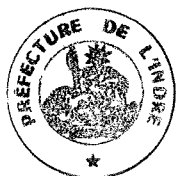
Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène et d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du Code Minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation en particulier en ce qui concerne la remise en état des terrains.

Article 10 - Le présent arrêté sera notifié au demandeur. Ampliations en seront adressées au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, au Maire de PELLEVOISIN, aux Directeurs et Chefs de Services consultés lors de l'instruction de la demande. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais du demandeur, inséré dans un journal régional, diffusé dans le département et affiché par les soins du Maire de PELLEVOISIN.

Article 11 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire de PELLEVOISIN, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, les Directeurs et Chefs de Services intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Pour ampliation
Le Directeur Délégué


Gilbert MANDARD

Pour LE PRÉFET
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Signé : Hugues BOUSIGES

